

*Investissement Canada—Loi*

**Le président suppléant (M. Paproski):** Y a-t-il des questions ou des commentaires découlant du discours du député?

Pendant que j'y suis, je voudrais signaler aux députés qu'aux termes de l'article 35(2) du Règlement, nous venons d'entamer une période où les discours seront limités à 10 minutes au maximum, sans possibilité de poser des questions ou de faire des commentaires.

**M. Paul Dick (secrétaire parlementaire du ministre d'État (leader du gouvernement à la Chambre)):** Monsieur le Président, j'ai constaté avec horreur ce matin que les députés du Nouveau parti démocratique et du parti libéral qui sont intervenus dans le cadre du débat sont favorables au chômage. Il ressort de leurs remarques qu'ils ne veulent pas que nous créions des emplois dans notre pays.

**M. Blackburn (Brant):** Nous savons pourquoi vous intervenez maintenant, c'est parce que nous ne pouvons pas poser de questions.

**M. Dick:** J'aurais volontiers pris la parole plus tôt mais malheureusement, le Président l'a donnée à quelqu'un d'autre. Le député pourra peut-être s'en prendre au Président, ce qui n'est pas mon intention. Toutefois, je serais heureux de discuter de cette question avec le député et on pourra peut-être, avec le consentement unanime de la Chambre, me poser des questions après mon intervention.

Il y a longtemps que je n'avais pas entendu autant de foutaises que ce matin, monsieur le Président. Le député de Cowichan-Malahat-Les Îles (M. Manly), un néo-démocrate, a déclaré que notre parti s'opposait à l'immigration. Lorsque notre parti a été au pouvoir durant une brève période en 1979, quel est le parti qui a admis 50,000 réfugiés dans notre pays? Le député a oublié de le signaler. Qui s'efforce de faire venir des gens au Canada à l'heure actuelle...

**M. Manly:** Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Je n'ai jamais dit et je n'ai jamais laissé entendre que le parti conservateur s'opposait à l'immigration. Les députés conservateurs n'ont pas dû écouter très attentivement. Si je l'ai dit, je tiens à m'en excuser et à retirer mes paroles. Cependant, je voudrais vérifier les «bleus» pour m'en assurer.

**Le président suppléant (M. Paproski):** Le député a dit ce qu'il avait à dire.

**M. Dick:** Monsieur le Président, c'est bien ce qu'il a dit. Il s'est peut-être mal exprimé. Cependant, nous vérifierons volontiers dans les «bleus». Je voudrais faire en sorte de déclarer publiquement que nous encourageons l'immigration et que nous invitons les gens à venir au Canada pour travailler et réaliser leur désir de commencer une nouvelle vie dans notre pays.

Je voudrais également revenir sur les propos du député d'Algoma (M. Foster), qui a déclaré qu'à son avis, l'AEIE est un organisme important et que le Programme énergétique national était valable. Durant les dernières élections, les Canadiens ont élu avec une majoration écrasante le parti qui s'est dit prêt à modifier l'AEIE et le PEN. Le député va-t-il laisser entendre qu'il ne partage l'avis des électeurs canadiens? Veut-il revenir à la façon d'agir du gouvernement libéral qui a multiplié les interventions néfastes pour le Canada et a agi sans

consulter personne? Voudrait-il aller à l'encontre des vœux que 50 p. 100 des électeurs ont exprimés le 4 septembre dernier?

• (1150)

**M. Foster:** Les 50 p. 100 qui restent se sont prononcés contre vous.

**M. Dick:** Le député croit-il que les 28 p. 100 des suffrages recueillis par son parti représentent mieux ce que veulent les Canadiens? A mon avis, les libéraux manifestent une fois encore leur arrogance en ne se souciant guère de la décision très nette des électeurs qui veulent modifier l'AEIE et le Programme énergétique national pour favoriser l'expansion du Canada.

Je voudrais faire un retour sur le passé, monsieur le Président. En 1973, les Canadiens âgés de 14 à 24 ans comptaient 9.7 p. 100 de chômeurs. En 1974, le chômage avait atteint 10.6 p. 100 et il a continué à augmenter chaque année au cours des années 70, sous un régime libéral, en partie à cause de son régime autocratique et parce que les Canadiens ne lui faisaient plus confiance. Au cours des 8 dernières années, des Canadiens nantis ont investi environ 68 milliards de dollars à l'étranger. Pour la première fois, nous avons été témoins d'un exode massif de capitaux. Des Canadiens sont en train d'aménager le quartier des affaires à Dallas, au Texas. Les Canadiens achètent partout en Floride. Les frères Reichman, des Canadiens, ont acheté sept ou huit gratte-ciel à New York. Les Canadiens ont investi à l'étranger parce qu'ils ne pouvaient souffrir le gouvernement dirigé par les libéraux avec l'assentiment de leurs copains néo-démocrates. Voilà pourquoi un nombre considérable de Canadiens ont voté autrement en septembre. Ils voulaient un nouveau départ et une nouvelle chance.

Je voudrais signaler que, depuis trois mois, notre parti parle positivement des possibilités offertes aux Canadiens et aux étrangers d'investir au Canada et, pour la première fois depuis des années, le chômage a baissé en décembre dernier. Cent mille nouveaux emplois ont été créés.

**M. Riis:** Dites-nous un mot du commerce.

**M. Manly:** Parlez-nous un peu de la Colombie-Britannique?

**M. Dick:** La Colombie-Britannique? Il y a eu 100,000 nouveaux emplois au Canada.

**M. Keeper:** Combien de Canadiens ont cessé de chercher un emploi?

**M. Dick:** J'estime, monsieur le Président, que nous avons connu un certain succès et si les députés d'en face manifestaient la même confiance que les Canadiens et collaboraient avec nous pendant un an ou deux, je suis persuadé que des milliers de nouveaux emplois seraient créés. Toutefois, les partis de l'opposition cherchent à détourner l'attention en demandant si le gouvernement modifiera le Code canadien du travail. C'est une question qui ne se pose pas, mais qui pourrait être envisagée plus tard. Un visionnaire d'en face croit qu'après avoir modifié certaines règles concernant les investissements étrangers nous abolirons les dispositions législatives au sujet du travail des enfants au Canada. C'est ridicule. La coalition libérale et néo-démocrate tente d'égarer l'opinion.